

Commune de Sargé-Lès-Le Mans
Extrait du Registre des Arrêtés du Maire

ARRETÉ DU 4 JUIN 2025

portant réglementation de la circulation
rue de Ballon

pendant les travaux d'aménagement de la
rue de Ballon (phase 1 et 2)

du 4 juin 2025 au 26 octobre 2026

Le Maire de SARGE-LES-LE MANS,

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code général des propriétés des personnes publiques,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment la 8ème partie (signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par arrêté du 6 décembre 2011 relatif à l'approbation des modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU la demande en date du 14 mai 2025 présentée par M. Nicolas PICOULEAU, de la société PIGEON-TP, ZA Du Coutier, 72400 CHERRE-AU

VU le mail du 3 juin 2025 de M. Tanguy POGU, de la société PIGEON-TP, ZA du Coutier, 72400 CHERRE-AU, demandant la modification de l'arrêté n°2025-102

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier d'aménagement de la rue de Ballon et au vu de l'importance de l'emprise des travaux, il est nécessaire d'interdire la circulation rue de Ballon.

ARRETE

ARTICLE 1

L'arrêté n°2025-102 DU 20 mai 2025 est abrogé.

ARTICLE 2

A compter du 26 mai 2025 et jusqu'au 26 octobre 2026, pendant toute la durée des travaux d'aménagement de la rue de Ballon (Phase 1 : carrefour rue de la Bouquetière/rue de Ballon-L'Aître Lucas ; Phase 2 : Giratoire la Guittière – Carrefour Rue de la Bouquetière / rue de Ballon) , la circulation y sera interdite et ce, pour tous les véhicules sauf riverains.

ARTICLE 3

Durant cette période, la circulation de tous les véhicules sera déviée par la rue des Tilleuls et la route de la Mare.

Une déviation sera mise en place pour les piétons et les cyclistes. La circulation sera rétablie pour les services de la SETRAM en août 2025.

ARTICLE 4

La signalisation sera ainsi modifiée :

- Suppression du « sens interdit » de la sortie de l'Impasse de Ballon sur la Route de la Mare
- Suppression du « interdiction de tourner à droite » sur la Route de la Mare avant l'impasse de Ballon
- Suppression du « interdiction de tourner à gauche » sur la Route de la Bouquetière avant de tourner sur la Rue de la Douve
- Suppression du « sens interdit » de la Rue de la Douve

ARTICLE 5

Les dispositifs de signalisation nécessaires au balisage du chantier et à la réglementation de la circulation seront mis en place et entretenus de jour comme de nuit par l'entreprise PIGEON-TP conformément aux dispositions de la 8^{ème} partie (signalisation temporaire) du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier.

ARTICLE 7

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8

L'entreprise PIGEON-TP Le Président de LE MANS METROPOLE, Le Maire de la commune de SARGE-LES-LE MANS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Sargé-Lès-Le Mans, le 4 juin 2025



Le Maire,

Marcel MORTREAU

Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Savigné l'Evêque, Le Président de Le Mans Métropole, Le Directeur/La Directrice du service départemental d'incendie et de secours, Le/La responsable du SAMU, Le Directeur/La Directrice de la SETRAM et de TRANSDEV **sont destinataires d'une copie pour information.**

Recours : La présente décision peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à *la commune de Sargé-Lès-Le Mans, 34 rue Principale, CS 80034, 72190 SARGE-LES-LE MANS*. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai à compter de sa notification, en saisissant le tribunal administratif de NANTES (par voie postale à l'adresse suivante : 6, allée, de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX- ou, par l'application informatique "Télérecours citoyens", accessible par le site internet suivant : <http://www.telerecours.fr>).

En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter du rejet.

Mentions relatives au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) : La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux informations figurant dans ce formulaire.

Les informations recueillies permettent aux agents habilités des services de la Commune de Sargé-Lès-Le Mans :

- d'exercer les pouvoirs de police afférents à la gestion du domaine routier *départemental / communal*,
- d'en exploiter et d'en analyser les données en vue de réaliser des statistiques internes d'activité et d'usage.

Un défaut d'enregistrement des données entraînera des retards ou une impossibilité de les exploiter ou de les analyser en vue de prendre la ou les décisions administratives objet(s) de la demande. En les enregistrant, vous consentez à ce que les agents des services mentionnés ci-dessus puissent effectuer le traitement de ces informations dans le cadre des objectifs mentionnés ci-dessus.

Les données personnelles sont conservées pendant la durée n'excédant pas celle nécessaire au regard de leurs objectifs. Elles sont traitées dans la limite des délais de prescription applicables.

Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de celles-ci ainsi que le droit à tout moment de retirer votre consentement.

Les réclamations relatives à la protection de vos données sont à adresser auprès de la CNIL.